



Bruxelles, le 30 décembre 2021
(OR. fr, en)

15299/21

LIMITE

**JAI 1444
MIGR 283
ASIM 105
RELEX 1125**

NOTE

Origine:	la présidence
Destinataire:	Comité des représentants permanents
Objet:	Mécanisme opérationnel de coordination des actions pour la dimension externe des migrations

1. Le Conseil européen a appelé, les 24 et 25 juin 2021, à intensifier les partenariats et la coopération avec les pays d'origine et de transit afin d'éviter des pertes de vies humaines et de réduire la pression sur les frontières européennes, selon une approche pragmatique, souple et adaptée aux besoins, utilisant de manière coordonnée l'ensemble des instruments et incitations disponibles au niveau de l'UE et des États membres.
2. Le Conseil européen des 21 et 22 octobre a, par la suite, appelé à rendre opérationnels les plans d'actions établis pour 8 pays d'origine et de transit estimés prioritaires, ces plans devant s'appuyer sur des calendriers concrets et un soutien financier adéquat.

3. Le COREPER a assuré le suivi de la mise en œuvre de ces demandes, y compris sur l'adéquation entre la programmation financière envisagée du budget européen, dont celle du NDICI, et les attentes politiques exprimées à plusieurs reprises à cet égard¹.
4. A l'occasion de ces discussions, le COREPER a constaté la nécessité de renforcer la coordination entre l'ensemble des acteurs impliqués dans la mise en œuvre de la dimension extérieure des migrations, ainsi que la nécessité d'assurer le caractère opérationnel des actions de l'Union et des Etats membres, afin de remplir les objectifs établis par le Conseil européen.
5. Il a également relevé le besoin de disposer d'une vision actualisée et précise des mouvements migratoires, et d'adapter l'approche européenne aux spécificités de cette situation et de la relation migratoire avec chaque pays d'origine et de transit, dans une démarche intersectorielle.
6. Le 16 décembre 2021, le Conseil européen a demandé que les plans d'actions avec les pays d'origine et de transit soient opérationnalisés et mis en œuvre sans délai, en coopération avec les pays partenaires. La Commission a été invitée à s'assurer que des financements adéquats soient identifiés et mobilisés sans délai, conformément à l'ambition accrue de l'Union européenne.

Le Conseil européen a également appelé à la mise en place d'une politique plus unifiée en matière de retours afin d'assurer des retours plus effectifs en utilisant comme levier les politiques, instruments et outils européens, y compris le développement, le commerce et les visas. La pleine mise en œuvre des accords de réadmission et la conclusion de nouveaux accords, devra également être assurée.

¹ WK 14286 2021 INIT

Le Conseil a été invité à assurer un pilotage étroit sous la direction de sa Présidence de la mise en oeuvre rapide et efficace de la politique de l'Union européenne en matière de dimension externe des migrations.

7. Afin de mettre le Conseil en mesure d'assurer ce pilotage, il est proposé de mettre en place, sous l'autorité directe du COREPER, de **constituer un mécanisme opérationnel de coordination des actions pour la dimension externe des migrations (MOCADDEM)**. Ce mécanisme sera chargé de préparer et de proposer des actions opérationnelles afin de mettre en oeuvre la dimension externe des migrations, en particulier en assurant une coordination et la mobilisation des moyens à disposition de l'Union et des Etats membres, en opérationnalisant les plans en actions et en assurant des retours plus effectifs.
8. Il associera l'ensemble des parties prenantes, qui pourront y contribuer dans le respect des compétences leur étant attribuées au titre des Traités. Dans le cadre d'une approche « Equipe Europe » et sous l'impulsion de la Présidence du Conseil de l'Union, le MOCADDEM devrait réunir, outre les Etats membres concernés :
 - les services compétents de la Commission ;
 - le Service européen d'action extérieure,
 - éventuellement, les délégations de l'Union européenne concernées,
 - les agences, et notamment Frontex, l'Agence pour l'asile et Europol,
 - ainsi que toute tierce partie extérieure dont la participation constituerait un apport pour répondre aux objectifs fixés par le Conseil européen.
9. Le mécanisme pourra s'appuyer sur les travaux conduits au niveau de groupes de travail pertinents (en particulier, EMWP, groupe visa, IMEX, CODEV-PI, groupes géographiques).

10. Le MOCADDEM reprendrait les principales caractéristiques du dispositif intégré de l'Union européenne pour une réaction au niveau politique dans les situations de crise (IPCR), dont les modalités de fonctionnement sont prévues par la décision du Conseil n°2014/415/UE du 24 juin 2014 et par la décision d'exécution n°2018/1993 du 11 décembre 2018.
11. Il n'aurait ainsi pas vocation à produire d'éléments additionnels de position, mais à déterminer les actions devant être prises pour atteindre les objectifs fixés dans le cadre de la relation avec chaque pays d'origine et de transit (gestion des frontières, situation des réfugiés ou déplacés internes, coopération en matière de réadmission, lutte contre le trafic de migrants...). A ce titre, le MOCADDEM sera chargé d'identifier les actions nécessaires et les leviers à mobiliser afin d'opérationnaliser les objectifs de l'UE pour chaque pays d'origine ou de transit : démarches politiques/diplomatiques, soutiens financiers capacitaires/humanitaires, mobilisation de la politique des visas, ou d'autres politiques (transports, commerce, développement).
12. Le MOCADDEM proposera un partage des responsabilités et une désignation claire des acteurs concernés par chaque action. Il sera chargé d'analyser l'évolution de la situation et les résultats obtenus selon un calendrier déterminé, afin d'en rendre compte au COREPER aussi souvent que nécessaire.
13. Le MOCADDEM pourra être réuni au niveau des Représentants permanents afin de traiter les situations les plus sensibles.
14. Le COREPER est invité à approuver la mise en place du Mécanisme opérationnel de coordination des actions pour la dimension externe des migrations (MOCADDEM) tel que repris dans le projet de décision joint.

[DRAFT] Council implementing decision

on the operational coordination mechanism for the external dimension of migration

The Council of the European Union,

Having regard to the Treaty on the Functioning of the European Union,

Having regard to Council Decision 2014/415/EU of 24 June 2014 on the arrangements for the implementation by the Union of the solidarity clause and in particular Article 9(3) thereof,

Whereas:

- (1) This Decision concerns the establishment of a mechanism for the operational coordination of the external dimension of migration (MOCADÉM), by adaptation of the integrated EU mechanism which was approved by the Council on 25 June 2013 and which is referred to in Article 1(2) of Decision 2014/415/EU.
- (2) The European Council on 24 and 25 June 2021 called for intensified partnerships and cooperation with countries of origin and transit in order to prevent loss of life and reduce pressure on European borders, in a pragmatic, flexible and tailor-made approach, using in a coordinated way all available instruments and incentives at EU and Member State level.
- (3) The European Council of 21-22 October subsequently called to make the action plans established for 8 priority countries of origin and transit operational, backed by concrete timelines and adequate financial support.

- (4) On 16 December 2021, the European Council invited the Council to ensure close monitoring of the swift and effective implementation of the European Union's external migration policy under the direction of its Presidency.
- (5) In order to ensure the Council is in a position to ensure this task, it is necessary to integrate the various means and levers, to strengthen coordination between all the actors involved in implementing the external dimension of migration, and to ensure the operational nature of the Union's actions.
- (6) To this end, a mechanism for the operational coordination of the external dimension of migration (MOCADDEM) should be created. This mechanism should build upon the arrangements provided for in Council Implementing Decision (EU) n° 2018/1993 of 11 December 2018 on the European Union's integrated political crisis response mechanism. It differs, however, in its purpose, insofar as the new mechanism is intended to deal with relations with third countries in the field of migration.

Has adopted this Decision:

Article 1

Subject Matter and Scope

1. This Decision lays down the operational coordination mechanism for the external dimension of migration (MOCADDEM). The MOCADDEM shall enable the Union to coordinate and react timely to issues related to the external dimension of migration.
2. The MOCADDEM provides the Council with the necessary flexibility to ensure the synthesis of information and orientations proposed by the various preparatory bodies and by the various parties involved in the mechanism. It prepares and proposes operational actions relating to the means and leverages to be mobilised to implement the EU's objectives for each third country concerned.

3. The MOCADDEM is placed under the direction of the Council Presidency, taking full account of the competences of the Commission and the High Representative (HR).
4. This mechanism does not replace or duplicate existing Union mechanisms or arrangements.

Article 2

Definitions

For the purposes of this Decision, "operational action" means any action the implementation of which is likely to contribute to the attainment of the objectives of the Union in its relations with a third country in the field of migration, including :

- a political or diplomatic approach
- an action in support of the third country concerned, including in the area of capacity building or humanitarian aid,
- the mobilisation of any available leverage, for example financial support, or the tools of visa policy or any other policy.

Article 3

Functioning

1. Where the situation of relations between the European Union and a third country as regards migration has such an impact as to require coordination and a timely response from the Union, the Presidency may convene, with the support and advice of the GSC, a MOCADDEM roundtable.

2. This roundtable aims to synthesize the information and policy proposals provided by the various Council preparatory bodies as well as by other invited parties. Based in particular on the working summaries (“synthèses opérationnelles”) drawn up by the working group on the external aspects of migration (EMWP), and relevant work carried out by other working groups (Visa, IMEX, CODEV-PI, geographical working groups). It prepares operational actions that can be proposed to Coreper, in any area relevant for the relationships between the European Union and the third country concerned in the field of migration.
3. The Presidency decides on the composition of the roundtables. The Commission services and the EEAS shall be invited to participate and to present a summary contribution in respect of all their respective areas of competence. Relevant Member States, relevant Union agencies, other relevant stakeholders and experts in certain fields shall be invited to participate, as appropriate.
4. The level of representation of each invited institution, body or party shall be appropriate to the operational and decision-making objective of the roundtables.

Article 4

Role of Coreper

In order to ensure the coherence of the policies and actions carried out by the Union, Coreper shall ensure the strategic direction of the work of the MOCADDEM, which shall report to it regularly, and the political control of the implementation of the arrangements.

Article 5

Resources

1. The MOCADDEM may rely on reports prepared by the Integrated Situational Awareness and Analysis (ISAA) support capacity.
2. The ISAA support capability shall allow:
 - a) to collect and disseminate situational information, the analyses carried out by the Union and the Member States, the decisions and measures that the relevant stakeholders have taken or need to take, and the coordination requirements ;
 - b) process the information referred to in (a) and provide an overview of the situation ;
 - c) produce an integrated analysis, including the possible evolution and consequences of the situation.
3. The ISAA shall be developed by the Commission services and the EEAS within their respective roles and responsibilities and within the limits of their existing means and capabilities. The ISAA shall also be based on the analyses provided by the Member States and by the Union's agencies.

Article 6

Review

No later than twelve months after the entry into force of this Decision, the Presidency shall submit a report on the implementation of the MOCADÉM, after consultation of the Commission and the HR.

Article 7

Entry into force

This Decision shall enter into force on the day following of its publication in the *Official Journal of the European Union*.

